



C5 - *Comité des Citoyens Contre la Centrale de Cornaux*
Case postale 42 - 2088 Cressier

Cressier, le 22 avril 2010

Commission cantonale de réflexion sur le projet de centrale à gaz de Cornaux – Vision du C5

But du rapport du C5

La commission a été nommée par le Conseil d'Etat en visant une large représentation des divers partis et milieux concernés par le projet de la centrale. Elle doit lui rendre un rapport qui lui permette de se prononcer objectivement sur la nécessité et la pertinence d'une centrale à gaz électrique à Cornaux.

Le **C5** souhaite adjoindre ce document aux annexes du rapport car il ne peut accepter son contenu, ses conclusions et ses recommandations. D'une manière générale, nous jugeons sa rédaction orientée et trop peu critique. L'étude de ce projet se fait en dehors de toute stratégie énergétique cantonale, ce qui empêche l'étude de toute proposition alternative. De très nombreux passages semblent directement sortir de la plume du Groupe e, même en-dehors des passages où cela est expressément mentionné. Or, il nous paraît impossible de se faire une opinion objective sans avoir la possibilité de lire les arguments de toutes les parties, comme cela se fait dans les *infos votations* ou dans tout rapport digne de ce nom. A aucun moment on n'y trouve de comparaisons pondérant des faits "pour" ou "contre". Ce faisant, la commission traite plus les soucis de rentabilité du Groupe e, tout en omettant de considérer les aspects plus globaux qui concernent notamment les collectivités et les communes. Le ton général est donc très empreint de la principale et pratiquement unique source d'information (Groupe e).

La voie choisie par le bureau de faire parler la commission multipartite d'une seule voix est donc erronée et a résulté en de nombreux débats interminables par le seul refus de relayer les avis divergents. Ce rapport est donc avant tout un condensé de l'avis de ceux qui parlent le plus fort et de ceux qui tiennent la plume.

A-t-on besoin de cette centrale ?

La commission se base sur la seule variante C (Fossile centralisé) du rapport de l'OFEN de janvier 2007 pour affirmer que de nouvelles grandes centrales à gaz seront nécessaires en 2020. Cette affirmation se base sur les cinq arguments ci-dessous :

1. Les centrales nucléaires les plus anciennes seront probablement arrêtées en 2019, 2021 et 2022.
2. De nouvelles centrales nucléaires ne seront pas construites d'ici là à cause des oppositions probables.
3. Les contrats de livraison d'énergie avec la France arriveront à échéance.
4. Les économies d'énergie ne pourront freiner l'augmentation de la consommation.
5. Le Groupe e a l'obligation légale de fournir suffisamment d'énergie aux habitants du canton.

Le **C5** est convaincu que de nouvelles sources d'approvisionnement d'électricité seront nécessaires, mais il ne comprend pas que la commission ne veuille entrer en matière pour discuter d'autres alternatives qui tiennent compte des réalités politiques et géographiques actuelles. Les sept autres variantes de l'OFEN ne sont pas prises en compte.

Nous pensons que le **point 1** de l'argumentaire n'est plus pertinent puisque la confédération vient de prolonger l'autorisation d'exploitation de la centrale de Mühleberg, d'une puissance équivalente à Cornaux II. La pénurie d'énergie est donc repoussée de quelques années.

Le point 2 n'est pas vérifiable et peut être compensé par la prolongation de l'exploitation des anciennes centrales.

Le point 3 semble improbable puisque la France accroît son parc nucléaire pour mieux vendre sa technologie. L'Italie, gros client de l'énergie nucléaire suisse, va construire 8 à 10 centrales dès 2013, ce qui nous laissera des surplus de production.

Le point 4 semble malheureusement inéluctable sans engagement politique plus volontariste.

Le point 5 est juste, mais cela ne veut pas dire que le peuple souhaite renoncer aux accords de Kyoto et participer à l'accroissement de la pollution locale et au réchauffement climatique global en achetant de l'énergie à un producteur qui se développe principalement dans les énergies non-renouvelables (Groupe e = 70% d'énergie fossile avec Cornaux II). De plus cette source d'approvisionnement basée sur le gaz reste peu fiable, d'où la nécessité d'un approvisionnement de secours au mazout. Donc l'étude de variantes responsables doit être menée pour le bien des Neuchâtelois. Le profit maximal d'un groupe fribourgeois ne doit pas être prépondérant.

Il est trop tôt pour affirmer que nous devons construire une centrale à gaz à Cornaux. Pourquoi ne pas attendre 2017 pour se prononcer, puisque ces centrales peuvent se construire en 3 ans ? Nous aurons alors une meilleure vision du développement du nucléaire et du réel potentiel du renouvelable. L'idée qu'une telle solution ne devrait servir qu'en dernier recours n'a pas été évoquée, ni même la possibilité de construire des centrales plus petites, utilisant toute la chaleur produite, ce qui permettrait de presque en doubler leur rendement. Il est regrettable que la commission ait édulcoré cette voie en sachant que même avec un chauffage à distance, Cornaux II gaspillera plus de 80% de la chaleur résiduelle.

Le site de Cornaux est-il judicieux ?

Le rapport développe essentiellement des arguments de rentabilité économique du promoteur, associés à une instrumentalisation de la peur d'un éventuel black-out et ses conséquences sur l'industrie neuchâteloise. Il faut aussi rappeler que l'électricité issue de cette centrale se renchéritra fortement dans les années à venir quand elle subira de plein fouet l'indexation des combustibles fossiles, lors des prochains chocs pétroliers annoncés dans les 10 ans. Les industries pour lesquelles la centrale aura été construite se tourneront vers des fournisseurs plus avantageux (hydraulique, nucléaire) grâce à un marché libéralisé, alors que les PME et les consommateurs neuchâtelois n'auront plus qu'à payer l'addition.

La présence de la raffinerie et de la cimenterie n'est pas même développée, le rapport se contentant de mentionner que le site est "assez chargé"... Pourtant le Conseil d'Etat a signé la convention RUN Entre-deux-Lacs qui précise que la région sera axée vers une diversification des activités économiques. Les conseillers communaux ont clairement dit que les industries lourdes concentrées dans la région diminuaient son attractivité et qu'une nouvelle centrale n'était pas acceptable.

Ces industries produisent trop de polluants et travaillent sous certaines dérogations. Est-il responsable d'en ajouter ?

Le bruit émis par la raffinerie dépasse les valeurs limites légales et continuera de les dépasser lorsque tous les travaux de réfection seront terminés. Ajouter deux turbines dans cette région péjorera assurément la situation. Est-ce acceptable ?

Conclusion

Les travaux de la commission n'atteignent pas le but de répondre aux soucis des citoyens et des communes riveraines puisque les points concernant la santé, la fiscalité, la dépréciation de l'immobilier, l'image de la région et la conversion des industries lourdes de l'Entre-deux-Lacs n'ont pas été traités. Le débat a été tronqué et ce rapport amputé de toute considération critique illustre bien une direction orientée, où tout débat relatif à la responsabilité citoyenne a été enlevé. Le **C5** rejette ce rapport univoque et incomplet qui ne répond pas à la pétition des habitants de l'Entre-deux-Lacs inquiets pour leur santé. Ce thème n'est pas traité au sens global alors qu'il est primordial. Les habitants de cette région déjà polluée, subiront les nuisances de la centrale qui sera à quelques centaines de mètres de zones habitées et qui produira l'équivalent de plus de 200'000 voitures tournant en rond dans une seule commune, mais doublant ainsi les émissions de CO₂ de tout le canton.

Nous souhaitons que les recommandations aient plus d'emprise et soient négociées dans un cadre contraignant pour éviter que les engagements du Groupe e ne restent des vœux pieux, comme par exemple la réalisation du chauffage à distance, qui semble d'hors et déjà fortement compromis. Finalement, le **C5** est attaché au respect des lois et notamment à la compensation, majoritairement indigène, du CO₂.

Le président



Laurent Suter

Le vice-président



René Meyer

Le secrétaire



Luciano Cravero